

REGIONAL
Business
Forum

AFRASIA
bank different

L'Eco austral

Budget de crise : quelles perspectives économiques pour Maurice ?

ANALYSE Réunis chez AfrAsia Bank, les acteurs de différents secteurs émettent un avis plutôt positif sur le dernier Budget de l'État tout en essayant de voir plus loin.



Issu d'un partenariat entre L'Eco austral et AfrAsia Bank, le Regional Business Forum est organisé une fois par mois. Il rassemble des entrepreneurs de Maurice et de l'Inde dans le but de se pencher sur certains dossiers de l'économie et, surtout, d'émettre très concrètement des suggestions.

« C'est un budget de croissance avec un investissement massif. Le ministre des Finances a réussi à conserver les grands équilibres macroéconomiques. La dette publique est restée inférieure à 60% et le déficit budgétaire augmente mais ne dérape pas. Rama Sathanan n'a pas abattu toutes ses cartes. » Kamlesh Padayatchy, Head of Sales de AfrAsia Bank donne le

ton de ce Regional Business Forum.

Comme à l'accoutumée, le discours du Budget a provoqué une certaine effervescence populaire à Maurice. Dans une conjoncture internationale difficile, il s'agit d'ailleurs focaliser sur la sauvegarde des emplois. Dans cette optique, une batterie de mesures - 200 au

total - ont été prises pour éviter que la crise financière de 2008, qui s'est depuis muée en crise économique, ne se transforme en crise sociale. Mais une grande partie des projets annoncés n'a rien de nouveaux. Des pans entiers du Budget 2008 et le dispositif anticrise (Additional Stimulus Package - ASP) déployé le 20 décembre

**REGIONAL
Business
Forum**

AFRASIA
bank different

L'Eco austral

Budget de crise : quelles perspectives économiques pour Maurice ?



Jean-Philippe Vinpin, General Manager of Wilmot's : «... Le message adressé à la classe moyenne à travers le budget est : Service-vous la clientèle !»



Kamden Padayatchy, Head of Sales of Affilia Bank : «... Le dette publique est mal gérée, le modèle italien, Harold Mayer répond : « Maurice ne pourra pas être l'Italie car ses clients se situent beaucoup plus loin. » Mais si le secteur textile mauricien venait à s'effondrer - du moins les grosses productions à faible valeur ajoutée - la question est de savoir où pourraient se redéployer ses 55 000 salariés mauriciens. Si leur moyenne d'âge s'avère relativement élevée, il n'est pas pour autant atteint l'âge de la retraite. Le tourisme - et en particulier l'hôtellerie - serait une voie possible, mais certainement pas dans la conjoncture actuelle. Seulement dans un contexte de forte croissance qui rendrait réaliste l'objectif



Manuel Carreau, General Manager of AJMC-Colas : « Nous avons surtout besoin de petits et moyens projets ; ce sont ceux-là qui nous permettent d'avoir une activité récurrente... »



Pierre Boyen, Advocacy Chair of Society of Financial Analysts of Mauritius : « Les grands projets mauriciens ont permis de régler les problèmes de circulation qui datent de près de vingt ans... »

si rien n'est fait au niveau des autorités monétaires pour soulager le secteur. Il reste néanmoins optimiste quant à l'évolution du cours de la roupie car les fondamentaux macroéconomiques sont bons (dans le sens où la monnaie mauricienne devrait poursuivre sa baisse). Quoi qu'il en soit, Harold Mayer reconnaît à demi mots que le maintien de l'activité de CHEL Textile à Maurice relève davantage de sa responsabilité sociale que d'un impératif d'ordre économique. Le groupe s'est déployé à Madagascar, en Inde et prévoit de le faire, dans les prochains années, au Bangladesh, pays particulièrement compétitif en terme de coût de main d'œuvre. Sachant que le groupe a joué au maximum sur les gains en productivité, à Maurice, sa marge de progression se montre

désormais réduite alors qu'il reste concentré sur des productions à gros volumes, directement concurrencées par les Asiatiques. À ceux qui évoquent le modèle italien, Harold Mayer répond : « Maurice ne pourra pas être l'Italie car ses clients se situent beaucoup plus loin. » Mais si le secteur textile mauricien venait à s'effondrer - du moins les grosses productions à faible valeur ajoutée - la question est de savoir où pourraient se redéployer ses 55 000 salariés mauriciens. Si leur moyenne d'âge s'avère relativement élevée, il n'est pas pour autant atteint l'âge de la retraite. Le tourisme - et en particulier l'hôtellerie - serait une voie possible, mais certainement pas dans la conjoncture actuelle. Seulement dans un contexte de forte croissance qui rendrait réaliste l'objectif

des deux millions de visiteurs.

Les entreprises du bâtiment en état de choc

Tout miser sur le seul secteur touristique - fragile parce que très sensible à la conjoncture internationale - ne paraît d'ailleurs pas très raisonnable. Les autres secteurs capables d'absorber massivement et rapidement de la main d'œuvre sont l'agriculture - à condition qu'elle réussisse sa diversification - et le bâtiment. Or, celui-ci est à la peine. « Rien n'est fait pour dynamiser la construction de maisons individuelles », souligne Jean-Michel Giraud, directeur général de United Basalt Products (UBP). En effet, le Budget n'a pas rétabli les avantages fiscaux pour les ménages qui emparent de l'argent

pour acquérir une habitation. Selon Jean-Michel Giraud, il existe un segment de marché, constitué des ménages à revenus moyens et moyens supérieurs, qui pourrait doper le secteur de la construction alors même que beaucoup de petits entrepreneurs du bâtiment se trouvent aujourd'hui quasiment en faillite.

Attention aux effets d'annonce !

Manuel Carreau, General Manager de AJMC - Colas, ajoute que l'essentiel des chantiers annoncés concerne des projets de travaux publics. « Pour le Bâtiment qui se portait bien il y a encore six mois, c'est beaucoup moins rose », confie-t-il. En matière de travaux routiers, sur les dix-sept projets prévus, seuls ceux qui sont d'urgence

REGIONAL
Business
ForumBudget de crise :
quelles perspectives économiques
pour Maurice ?

moyenne (Goodlands By-Pass, Triplet By-Pass, la voie de bus entre Pailles et Casan, la troisième voie entre Phoenix et Trianon) se réalisent dans un futur proche. « Nous avons surtout besoin de petits et moyens projets, assure-t-il. Ce sont ceux-là qui nous permettent d'avoir une activité récurrente pour vivre et avoir confiance dans l'avenir. » Il est vrai que les gros projets, comme ceux qui visent à l'édification d'une ville nouvelle, prennent souvent des années avant de commencer à se stabiliser.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'instar du plan de relance étatsunien d'Obama, Rama Sithanan a décidé d'investir massivement dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. Il propose un ambitieux programme à 27,4 milliards de roupies (650 millions d'euros) pour dix-sept grands travaux. « Même si nous avons de gros doutes sur la viabilité de tous les projets, nous ne pouvons que saluer la volonté gouvernementale de développer des infrastructures », commente Jean-Michel Giraud. Cela aura d'abord un impact sur l'emploi et des retombées positives sur toute l'économie. » Christopher Boland ne cache pas non plus un certain scepticisme : « Il y a beaucoup d'effets d'annonce à Maurice, il faudrait quand même commencer un jour ».

L'aéroport de Rodrigues oublié

« Il faudrait consacrer les efforts sur les infrastructures de certains projets comme l'aéroport », suggère James Benoit, CEO de AfrAsia Bank. Pour sa part, Prem Bejean, Advocacy Chair de la Société des analystes financiers de Maurice, explique que les grands projets

roustiers annoncés sont censés régler les problèmes de circulation qui datent de près de vingt ans. Il regrette l'absence d'une politique d'aménagement sur le très long terme. Les coûts indirects, générés par les problèmes de circulation, n'ont jamais été sérieusement évalués. De plus, certains projets de déviation routière ne font que déplacer les embouteillages d'un point à un autre. Toujours en matière d'aménagement, Prem Bejean regrette que le Budget ne se soit pas penché sur l'aéroport de Rodrigues qui ne peut pas accueillir de vols long-courriers. Jean-Michel Giraud va dans le même sens en soulignant que le tourisme demeure le seul secteur capable de faire décoller Rodrigues.

Pour rester dans les managements, Prem Bejean déplore qu'on ne mette pas davantage d'emphasis sur la bourse de Maurice qui n'a pu encore réaliser son ouverture officielle. Il préconise aussi son développement local avec la cotation des entreprises para-publicques et une plus grande implication des salariés mauriciens dans leur ensemble. « La démocratisation de l'écono-

mie passe par la Bourse. »

De son côté, Jean-Michel Giraud regrette l'absence d'un dispositif qui permettrait un meilleur financement du secteur sportif toujours demandeur alors qu'il représente un excellent intégrateur social et pourrait même créer des emplois. Il suggère, par exemple, la mise en place d'une nouvelle taxe sur les paris qui se développent aux quatre coins de l'île et pèsent très lourd financièrement.

Les professionnels de
l'immobilier satisfaits

Outre le BTP, les propositions du Grand argentier ont aussi fait la part belle au secteur de l'immobilier, qui est en pleine croissance depuis près de cinq ans. « Nous sommes satisfaits que la taxe sur le transfert foncier passe de 10% à 5% jusqu'au 31 décembre 2010 », estime Cédric Marin, associé de Parklane Properties. Cette agence immobilière est par ailleurs le promoteur et l'agent de commercialisation de Casasola, premier projet de construction de villas RES (Real Estate Scheme). Ces résidences cossues,

dont les prix oscillent entre 300 000 et 650 000 dollars américains, permettent à leurs acquéreurs étrangers fortunés d'obtenir un titre de séjour permanent à Maurice. « Sur les sept villas de Casasola, nous en avons vendu six, dont une bonne moitié à la clientèle résidentielle », confie Cédric Marin.

Les consommateurs
se servent la ceinture

Les perspectives se révèlent beaucoup moins bonnes pour la grande distribution. Si l'investissement public se taille la part du lion, la consommation est le parent pauvre du budget 2009. Au-delà de 12 000 roupies (265 euros) de salaire mensuel, aucune augmentation ne sera imposée aux entreprises, comme cela se faisait ces dernières années. Cette décision vise à ne pas les fragiliser - en particulier les PME - afin de préserver les emplois. « Le consommateur avait des attentes quant à son pouvoir d'achat. Elles n'ont pas été prises en compte », déplore Jean-Pierre Vempin, General Manager de Winwin's (chaîne de supermarchés du groupe IBL). Le message adressé à la classe moyenne à travers le budget est : « Semez-vous la ceinture ! ». « Il avoue que les mesures nouvelles pour son activité ont commencé au début de l'année. « A partir du mois de février, les attitudes des consommateurs ont changé. Le prix des denrées alimentaires de base est resté plus ou moins stable, donc il n'y a pas eu de valve des étiquettes. On constate néanmoins une baisse notable des ventes de produits d'entretien et de soins, et la client se montre moins fidèle aux marques. »

Les participants au Regional Business Forum

- Jean-Philippe Vempin, General Manager de Winwin's - Tél. : (230) 217 0700
- François Eynaud, Managing Director de Veranda Resorts - Tél. : (230) 266 9700
- Jean-Michel Giraud, Managing Director de United Basalt Products - Tél. : 454 1964
- Harold Mayer, CEO de CIEL Textile - Tél. : (230) 402 1100
- Cédric Marin, Partner de Parklane Properties - Tél. : (230) 263 7575
- Prem Bejean, Advocacy Chair of Society of Financial Analysts of Mauritius - Tél. : (230) 919 3904
- Manuel Capreaux, General Manager de AJMC-Colas - Tél. : (230) 233 1300
- Christopher Boland, CEO de Havel Mallac Group - Tél. : (230) 207 3000
- Kamden Padiyachy, Head of Sales de AfrAsia Bank - Tél. : (230) 213 8860
- James Benoit, CEO de AfrAsia Bank - Tél. : (230) 213 8833